

Deux nouvelles prisons annoncées dans l'Ouest

Ces maisons d'arrêt, à Ifs (sud de Caen) et probablement à Liffré (nord de Rennes), figurent dans le programme immobilier 2022-2027 de la pénitentiaire. Lancement des travaux en 2019 et 2021.

450 places à Rennes

L'État a bien prévu la construction d'une nouvelle prison de 450 places au nord de Rennes. Le lancement du chantier est attendu pour 2021. Liffré paraît avoir le plus d'atouts pour accueillir cette nouvelle maison d'arrêt. La commune au nord-est de Rennes se situe à proximité immédiate de la capitale bretonne et de l'autoroute A84. Elle a du potentiel foncier.

La commune de Vezin-le-Coquet, à l'ouest de Rennes, abrite déjà un centre pénitentiaire pour hommes. Il a ouvert en 2010 et peut accueillir 850 détenus à la maison d'arrêt et au centre de détention. Selon la direction pénitentiaire, aujourd'hui 865 détenus sont écroués dans l'établissement. Le centre pénitentiaire pour femmes, situé en plein cœur de Rennes, dispose, lui, de 294 places pour 206 détenues écrouées en centre de détention ou en maison d'arrêt.

Un gain de 281 places à Caen

C'est sur un terrain de 18 ha, à Ifs, de l'autre côté du périphérique de Caen, que verra le jour la nouvelle maison d'arrêt du Calvados. L'ancienne ferme sera ses portes. Cette nouvelle prison comprendra 550 places, contre 269 actuellement, soit un gain de 281 places. Il s'agit là d'une confirmation. L'annonce de la construc-



En Ille-et-Vilaine, la commune de Vezin-le-Coquet abrite déjà un centre pénitentiaire pour hommes, ouvert en 2010.

tion avait été faite par Christiane Taubira en 2014 et le lieu d'implantation avait été choisi par Manuel Valls en 2016.

Il y aura une cinquantaine de places pour le quartier des femmes et une

quinzaine pour celui des mineurs. La prison sera construite en carré, de 300 m sur 300. Les murs d'enceinte feront 6 m de haut. L'architecte sera choisi à la fin de l'année. La pose de la première pierre est espérée pour

fin 2019. La livraison est attendue courant 2022. C'est un investissement de 90 millions d'euros.

Vincent JARNIGON
et Jean-Luc LOURY.

Syndicats désunis face au gouvernement

C'est un front syndical désuni qui a dénoncé, hier, dans toute la France, la politique sociale du gouvernement.

« Réve-toi et Marx ! » On le croyait tombé aux oubliettes. L'un des barbus les plus célèbres au monde est de retour. Avec une pointe d'humour en prime dans le défilé qui a rassemblé 21 500 personnes, à Paris, selon le cabinet indépendant Occurrence. Certains slogans font mouche. Comme celui de Voltuan, un ancien instit' sarthois, invitant « à prélever à la source les paradis fiscaux ».

À l'appel de la CGT, de FO, Solidaires, de l'Unef et des syndicats étudiants, près de 200 défilés étaient organisés, hier, dans toute la France. 4 500 personnes ont été comptabilisées à Nantes, 5 300 à Marseille et 3 500 au Havre.

Pour Pascal Pavageau, secrétaire général de FO, il s'agit « de faire sortir le gouvernement du bois ». Même volonté combative pour Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT. Mais sans le renfort de la CFDT et de la FSU. « Le côté « on se réunit fin août et on fait une mobilisation en octobre contre la politique du gouvernement », ce n'est pas notre conception de l'utilité du syndicalisme et de son efficacité », réplique de son côté Laurent Berger, secrétaire général de la CFDT.

Pour la CGT et Force ouvrière, il



Pascal Pavageau, secrétaire général de Force ouvrière.

s'agissait de hausser le ton face au gouvernement alors que se profile la réforme des retraites. Les deux organisations veulent également mobiliser leurs troupes à quelques semaines des élections dans la fonction publique. Et barrer la route à la CFDT déjà devenue le premier syndicat dans le privé.

À Paris, comme à chaque manifestation désormais, un groupe de 200 jeunes vêtus de noir et protégés par des masques de piscine a cherché l'affrontement avec les forces de l'ordre. Neuf personnes ont été interpellées lors de ces heurts.

Patrice MOYON.

Zones rurales : une aide pour le carburant ?

Un député LREM propose d'utiliser les rentrées de TVA sur le pétrole pour aider les ménages modestes en zone rurale.

Le litre de gazole augmentera de 6,5 centimes et l'essence de 2,9 centimes, le 1^{er} janvier, au titre de la hausse de la fiscalité écologique et de la convergence. Le gouvernement veut ainsi orienter les automobilistes vers les véhicules propres (électriques, hybrides). Et réduit, année après année, l'avantage fiscal des moteurs diesel.

Cela ne fait pas les affaires de ceux qui n'ont pas d'alternative à la voiture et pas les moyens d'acheter un véhicule électrique. D'autant qu'à elle seule, la hausse du prix du baril de pétrole a rajouté 22 centimes au litre de gazole depuis un an.

La question devrait animer le débat sur le budget 2019 à l'Assemblée nationale. Éric Woerth, le président LR de la Commission des finances, demande de geler la fiscalité carbone. Matthieu Orphelin, député LREM du Maine-et-Loire, plaide pour un maintien de cette fiscalité, mais en l'assortissant de crédits d'impôt pour les habitants des zones rurales, sous conditions de revenus.

« Nous avons une ressource fiscale pour cela », rappelle-t-il. La TVA sur le pétrole rapporte 350 millions de plus, cette année. Il faut consacrer cette somme à l'accom-



Le prix du litre de gazole augmentera de 6,5 centimes le 1^{er} janvier.

pagement de ceux qui en ont besoin. » Dans son amendement, le député propose que ces aides se déclenchent quand le baril de pétrole excède 70 dollars. « Cela peut être un renforcement de la prime à l'achat d'un véhicule électrique. On peut aussi bonifier le chèque énergie ou créer une « prime mobilité emploi ». » Quelles chances a-t-il d'être entendu ? « Les députés savent qu'il faut une réponse. Les discussions seront compliquées, mais le baril a atteint 85 dollars et les ménages en campagne le prennent de plein fouet. »

Even VALLERIE.

Grosse déception en Vendée et à Vannes

Pas de nouvelle prison en Vendée

Deux villes du département étaient en compétition pour accueillir une nouvelle maison d'arrêt : La Roche-sur-Yon et Fontenay-le-Comte. Le maire de Fontenay-le-Comte, Jean-Michel Lalère, a appris la nouvelle la semaine dernière. Difficile pour l'édile de cacher son amertume. « Des engagements avaient été pris par M. Urvoas et Mme Belloubet. » Selon lui, c'est une décision dont va pâtir l'ensemble du sud du département.



La maison d'arrêt de Vannes.

Thierry Cheax

Vannes garde sa vieille maison d'arrêt

David Robo, maire de Vannes, espérait lui aussi une nouvelle maison d'arrêt pour remplacer l'actuelle, ancienne et trop petite. « Je regrette et ne comprends pas cette décision. Si Vannes a été candidate, c'est parce qu'il y avait des besoins. Le nombre de places est insuffisant en Morbihan [...]. Le préfet avait choisi de retenir Vannes dont le dossier a été remarqué comme le meilleur au niveau national. » Le maire rappelle que ce sont entre 250 et 300 emplois directs et indirects qui étaient prévus. « Ce n'est donc pas une bonne nouvelle. » David Robo espère voir cette décision compensée par des

moyens supplémentaires pour son commissariat.

Des SAS à Caen et au Mans

Dans le programme immobilier pour la pénitentiaire, 7 000 places supplémentaires en détention seront livrées en France d'ici à 2022. Huit mille autres sont en projet d'ici à 2027. Est prévue aussi la création de structures d'accompagnement vers la sortie (SAS), de quartiers de confiance dans les centres pénitentiaires et de deux prisons expérimentales centrées autour du travail. L'objectif étant de mieux préparer les détenus au retour à la vie sociale. Quatre-vingt-dix places en SAS sont prévues à Caen et au Mans.

Le floutage des sites sensibles a du retard

Attention, vues imprenables sur les bâtiments, les cours de promenade et les murs d'enceinte ! Tous les coins et recoins de la plupart des établissements pénitentiaires français sont visibles très nettement sur Google Earth, Google Maps et Géoportail (IGN). À l'image de la prison de Réau (Seine-et-Marne) d'où Redoine Faïd s'est évadé par hélicoptère le 1^{er} juillet. Ou encore celle de Vendin-le-Vieil (Pas-de-Calais), où le braqueur est incarcéré, depuis le 4 octobre, sous étroite surveillance.

Étonnée de cette absence de floutage, la ministre de la Justice avait donc écrit au directeur général de Google France, le 31 juillet, afin qu'il respecte la liste des « zones sensibles » édictée par arrêté interministériel. Essentiellement des lieux de détention, des sites de la Défense – comme l'île Longue (Finistère) et Lann-Bihoué (Morbihan) – et des centrales nucléaires.

Problème : hormis la prison des Baumettes (Marseille) et celle de Bois-d'Arcy (Yvelines), rien n'a changé depuis ! Interrogée sur ce point hier, la garde des Sceaux a regretté que ses requêtes « n'aient pas encore abouti. Je vais donc demander à rencontrer les personnes



Nicole Belloubet, garde des Sceaux.

AFP

chargées de ces questions-là », a-t-elle ajouté.

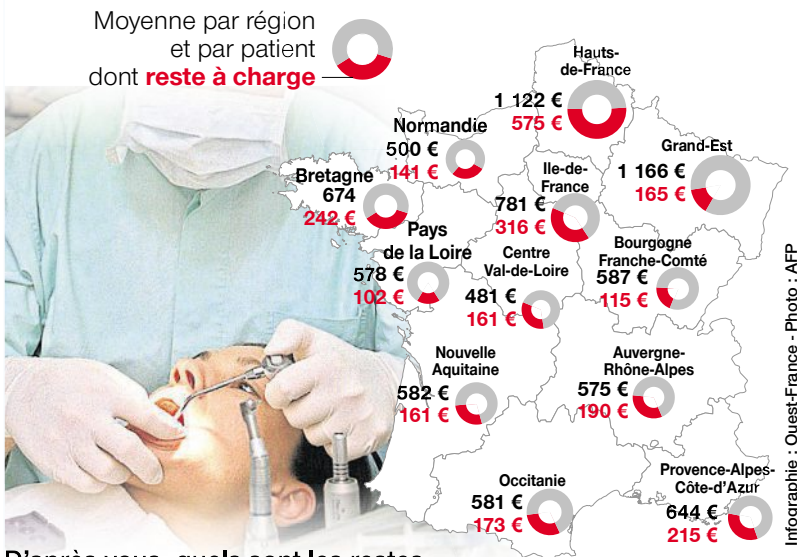
Contacté, Google rappelle que les images en question, issues de prestataires privés et publics (Airbus, IGN, DigitalGlobe), « proviennent d'immenses banques de données, mises à jour régulièrement. C'est donc normal que le floutage prenne du temps. On ne peut se contenter d'un calque qui disparaîtra à chaque mise à jour d'images. »

Charles Savreux, responsable de la communication de Google, certifie que, depuis le 31 juillet, « 50 % » des sites sensibles « ont été floutés ». Pour le reste, ce serait une affaire de quelques semaines.

Yves-Marie ROBIN.

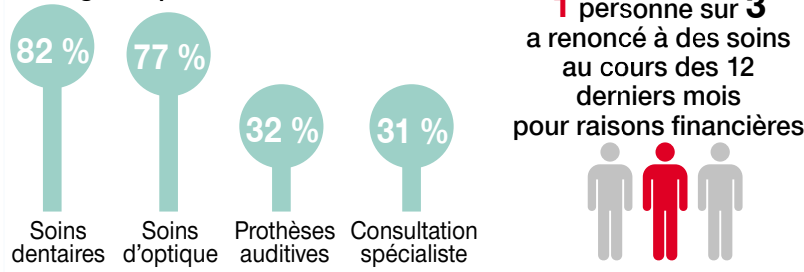
La France en bref

Dépenses annuelles de santé en France



Infographie : Ouest-France - Photo : AFP

D'après vous, quels sont les restes à charge les plus élevés ?



Sondage CSA pour Cofidis réalisé les 11 et 13 septembre 2018 auprès de 1 005 Français âgés de 18 ans et plus

Bagarre à Orly : prison avec sursis pour les rappeurs

Les rappeurs ennemis, Booba et Kaaris, ont été condamnés, hier, au tribunal correctionnel de Créteil à 18 mois de prison avec sursis pour leur bagarre à l'aéroport d'Orly, le 1^{er} août. Cette rixe retentissante avait conduit à l'annulation de plusieurs vols et à 50 000 € de casse dans des boutiques de duty-free. Le film de la

bagarre avait fait le tour des réseaux sociaux et des chaînes d'information. Le tribunal a jugé que les torts étaient partagés et a aussi condamné les deux rappeurs à 50 000 € d'amende chacun. Neuf de leurs proches, jugés en même temps, ont écopé de peines allant jusqu'à 12 mois de prison avec sursis.

Affaire Lactalis : une information judiciaire ouverte

L'affaire du lait infantile produit par Lactalis et contaminé aux salmonelles entre dans une nouvelle phase, après neuf mois d'enquête préliminaire. Le pôle santé publique du parquet de Paris a ouvert, hier, une information judiciaire contre X pour tromperie sur les qualités des marchandises, blessures involontaires, inexécution de procédures de retrait ou de rappel d'un produit. Un juge d'instruction va être nommé. Cinquante-trois nourrissons avaient



Marc Ollivier

été malades après avoir consommé du lait contaminé produit par Lactalis dans sa laiterie de Craon (Mayenne).

Dix-sept réfugiés de l'Aquarius sont arrivés en France

Dix-sept réfugiés du navire humanitaire *Aquarius*, que la France s'était engagée à accueillir au nom de la solidarité européenne, sont arrivés hier à Paris. Ce groupe, composé de onze Libyens, quatre Pakistanais,

un Soudanais et un Ivoirien, répondant tous aux critères de l'asile, est arrivé par avion de ligne à Roissy. Ces réfugiés seront répartis dans l'Aube, la Haute-Marne, l'Yonne et les Vosges.

La loi Pacte adoptée en première lecture

Suppression de certains seuils sociaux, encouragement de l'épargne salariale, réduction de 6 à 4 semaines de la durée des soldes... Les

140 articles du Plan d'action pour la croissance et la transformation des entreprises ont été adoptés hier par l'Assemblée nationale.

QUAI DES BULLES

12, 13 & 14 OCTOBRE 2018

38^e FESTIVAL DE LA BANDE DESSINÉE ET DE L'IMAGE PROJÉTÉE DE SAINT-MALO

- 600 auteurs attendus
- Plus de 160 stands Editeurs/ Fanzines/Para BD
- Expositions
- Cinéma
- Rencontres
- Espace jeunesse
- Pôle Jeunes Talents
- Contes à Bulles
- Concert Dessiné
- BD Concert
- Programmation exceptionnelle à la Grande Passerelle et partout en ville

Renseignements : www.quaidesbulles.com

Ouverture du festival : vendredi 12 octobre à 9h30

Illustration : Clément Oubrière 2018